

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**Accord Cadre pour la fourniture, livraison de livres scolaires,
parascolaires, non scolaires pour la ville de Valenciennes**

Mairie de Valenciennes
Direction des Innovations Pédagogiques et sociales
Place d'Armes
BP 90339
59304 VALENCIENNES CEDEX

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	3
1.1 - Objet du contrat.....	3
1.2 - Décomposition du contrat	3
1.3 - Type d'accord-cadre.....	3
1.4 - Forme de marché et modalités d'attribution des bons de commande	3
2 - Pièces contractuelles	3
3 - Durée.....	4
4 – Prix.....	4
4.1.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	4
4.1.2 - Modalités de variation des prix	4
4.1.3 – Offres promotionnelles	4
4.1.4 – Commandes hors BPU.....	4
4.2.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	5
A. Encyclopédies et dictionnaires :	5
B. Livres soldés :	5
4.2.2 – Offres promotionnelles	5
5 - Garanties Financières.....	5
6 - Avance.....	5
6.1 - Conditions de versement et de remboursement	5
6.2 - Garanties financières de l'avance	6
7 - Modalités de règlement des comptes	6
7.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	6
7.2 - Présentation des demandes de paiement.....	6
7.3 - Délai global de paiement	7
7.4 - Paiement des cotraitants	7
8 - Conditions d'exécution des prestations	7
8.1 - Délais de livraisons.....	7
8.2 - Frais de livraison	7
8.3 - Lieux de livraison.....	7
8.4 - Bons de livraisons	7
8.5 - Horaires de livraisons.....	8
9 - Constatation de l'exécution des prestations	8
9.1 - Vérifications	8
9.2 - Décision après vérification.....	8
10 - Garantie des prestations.....	8
11 - Maintenance	8
12 - Pénalités.....	8
12.1 - Pénalités de retard.....	8
12.2 - Pénalité pour travail dissimulé	8
13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle.....	9
14 - Assurances	9
15 - Résiliation du contrat.....	9
15.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre	9
15.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	9
16 – Clauses complémentaires	9
17– Clauses techniques.....	9
18 - Règlement des litiges et langues	11
19– Dérogations	11

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

La présente consultation concerne : **la fourniture, livraison de livres scolaires, parascolaires et non scolaires pour la ville de Valenciennes.**

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations.

1.2 - Décomposition du contrat

Le marché est décomposé en deux lots dont les minimums et maximums annuels sont détaillés ci-après:

Lots	Désignation	Montant minimum annuel	Montant maximum annuel
1	Livres scolaires, parascolaires, langues étrangères et photo fiches (Ecoles)	10 000 €	30 000 €
2	Livres non scolaires (dictionnaires, encyclopédies et livres soldés)	5 000 €	30 000 €

Les montants indiqués ci-dessus correspondent à la période initiale de l'accord-cadre.

Les montants seront identiques pour chaque période de reconduction.

1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre est un accord-cadre mono-attributaire avec minimum et maximum et est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commandes dans les conditions fixées aux articles R2162-1 à R2162-6 et R2162-13 et R 2162-14 du Code de la commande publique.

1.4 - Forme de marché et modalités d'attribution des bons de commande

L'accord cadre est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- le montant du bon de commande ;

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur pourront être honorés par le ou les titulaires.

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le cahier des clauses particulières (CCP) et son annexe 1
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le Bordereau de Prix Unitaires pour le lot 1
- Le questionnaire technique par lot présentant l'offre documentaire, la méthodologie et les moyens mis en place pour le traitement et le suivi des commandes, le service après-vente, les modalités de livraison

3 - Durée

L'accord-cadre est conclu pour une durée de 12 mois à compter du 18 mai 2026, reconductible deux fois par période de 12 mois.

La reconduction est tacite.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

4 – Prix

4.1 Pour le lot 1 : livres scolaires, parascolaires, langues étrangères et photo fiches (Ecoles)

4.1.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

4.1.2 - Modalités de variation des prix

Les prix initiaux sont ceux indiqués par le titulaire dans le bordereau des prix unitaires et ceux référencés au tarif du catalogue du fournisseur, sur lesquels seront appliqués la ou les remises indiquées à l'acte d'engagement.

Les prix sont fermes pour la période initiale puis ajustés annuellement, par référence au tarif fournisseur.

Le titulaire du marché s'engage, sous peine de forclusion, à notifier au pouvoir adjudicateur ses nouveaux tarifs (ou son nouveau barème) ainsi que sa nouvelle tarification et catalogue (ou un moyen d'y accéder) par lettre commandée avec accusé de réception au moins 2 mois avant le terme de la période en cours.

Dans les cas où le fournisseur ne présentait pas ses nouveaux tarifs dans les délais demandés, les tarifs de la période précédente seront reconduits.

Les remises accordées sur les tarifs/prix publics sont invariables pendant toute la durée d'exécution du marché.

Clause limitative dite " de sauvegarde " : le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du contrat à la date d'application de la nouvelle référence lorsque l'augmentation de cette référence entraîne une augmentation supérieure à 3 % des prix initiaux du marché. En cas de révision multiple, ce seuil de 3% s'évalue par rapport aux prix remis par le titulaire dans son offre.

Clause limitative dite " de butoir »

L'évolution du prix de règlement résultant de l'appréciation de la référence d'ajustement (rabais déduit) sera limitée à une augmentation de 3,0 % maximum par an

4.1.3 – Offres promotionnelles

Le titulaire s'engage à faire bénéficier le pouvoir adjudicateur des prix des offres qu'il propose à l'ensemble de sa clientèle. Ces prix s'appliquent pendant cette période promotionnelle, à condition qu'ils conduisent à des prix inférieurs à ceux résultant de l'application du marché. Ces promotions doivent être transmises, sous la forme d'un écrit, au pouvoir adjudicateur. Ils sont franco de port et d'emballage.

4.1.4 – Commandes hors BPU

Le pouvoir adjudicateur pourra recourir à des commandes ponctuelles sur catalogues. Le titulaire s'engage à appliquer pour ces fournitures et articles commandés, les prix publics HT du catalogue, sur lesquels il sera appliqué le taux de remise indiqué à l'acte d'engagement.

Dans ce cadre, le titulaire s'engage à fournir les catalogues sur lesquels le taux de remise sera applicable dans un délai de 15 jours à compter de la date de notification du marché.

4.2 Pour le lot 2 : livres non scolaires

4.2.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

A. Encyclopédies et dictionnaires :

Conformément à l'article 3 de la loi n°81-766 du 10 août 1981 lorsque l'achat est réalisé pour leurs besoins propres, excluant la revente, par l'Etat, les collectivités territoriales, les établissements d'enseignement, de formation professionnelle ou de recherche, les syndicats représentatifs ou les comités d'entreprise le prix effectif de vente des livres peut être compris entre 91 % et 100 % du prix de vente au public.

Pour les encyclopédies et les dictionnaires, les prestations seront réglées par application aux quantités réellement exécutées des prix de vente au public fixés par les éditeurs auxquels sera appliqué le pourcentage de remise fixé à l'acte d'engagement.

Les remises accordées sur les tarifs/prix publics sont invariables pendant toute la durée d'exécution du marché.

B. Livres soldés :

Conformément à l'article 5 de la loi n°81-766 du 10 août 1981, les détaillants peuvent pratiquer des prix inférieurs au prix de vente au public mentionné à l'article 1er de cette même loi sur les livres édités ou importés depuis plus de deux ans, et dont le dernier approvisionnement remonte à plus de six mois.

Pour les livres soldés, les prestations seront réglées par application aux quantités réellement exécutées des prix de vente au public fixés par le prestataire dans son catalogue de livres soldés.

4.2.2 – Offres promotionnelles

Le titulaire s'engage à faire bénéficier le pouvoir adjudicateur des prix des offres qu'il propose à l'ensemble de sa clientèle. Ces prix s'appliquent pendant cette période promotionnelle, à condition qu'ils conduisent à des prix inférieurs à ceux résultant de l'application du marché. Ces promotions doivent être transmises, sous la forme d'un écrit, au pouvoir adjudicateur. Ils sont franco de port et d'emballage.

5 - Garanties Financières

Sans objet

6 - Avance

6.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Une avance est accordée en une seule fois au titulaire, lorsque le montant minimum de l'accord-cadre est supérieur à 50.000 € HT, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5.0 % du montant minimum de l'accord-cadre si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5.0 % d'une somme égale à douze fois le montant minimum divisé par cette durée exprimée en mois.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

6.2 - Garanties financières de l'avance

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une caution personnelle et solidaire ou d'une garantie à première demande à concurrence de 100.0 % du montant de l'avance.

7 - Modalités de règlement des comptes

7.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

7.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 2159060600018

7.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

7.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

8 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

Cet accord cadre est soumis à plusieurs contraintes qui doivent impérativement être prises en compte par le titulaire :

- ✓ Un nombre important de points de livraisons (cf. annexe 1), listant à titre indicatif les différents points de livraisons) ;
- ✓ Les commandes seront livrées dans les horaires d'ouverture des établissements ;
- ✓ Les commandes des écoles feront l'objet de livraisons conditionnées par classe.

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

8.1 - Délais de livraisons

Le délai de livraison des prestations est le délai qui court à compter de la réception du bon de commande jusqu'à la date de livraison des prestations.

Si les délais fixés par le titulaire à l'article 5 de l'acte d'engagement sont inférieurs aux délais maximums de 3 semaines fixaient à l'article 17 du ccp par le pouvoir adjudicateur, ceux-ci s'appliqueront.

8.2 - Frais de livraison

Aucun nombre d'unités ou montant minimum ne sera requis pour les commandes.

Les commandes seront effectuées sans frais de port, quel que soit le nombre d'unités livrées et quel que soit le montant de la commande.

8.3 - Lieux de livraison

(cf. la liste des écoles en Annexe 1)

Les écoles publiques de Valenciennes ou le service Education.

Cette liste est susceptible d'évoluer en cours d'année.

8.4 - Bons de livraisons

Lors de chaque livraison, le fournisseur s'engage à remettre un bon de livraison détaillé des marchandises livrées via l'interface de commandes. Ce bordereau de livraison doit mentionner :

- ✓ Le nom et l'adresse du titulaire
- ✓ L'adresse de livraison
- ✓ le numéro du bon de commande
- ✓ la désignation des fournitures et la quantité livrée.
- ✓ un état récapitulatif des documents non livrés.

Pour les documents non livrés, le motif de la non-livraison devra être précisé sur le bon de livraison (exemple : épuisé, en cours de réimpression, manquant chez l'éditeur...), ainsi que la nouvelle date de livraison estimée lorsque le titulaire en a connaissances.

8.5 - Horaires de livraisons

Afin de permettre les opérations de vérifications, les livraisons pourront intervenir uniquement pendant les heures scolaires, sauf consignes expressément indiquées sur le bon de commande ou délivré par tout autre moyen au moment de la passation de la commande.

9 - Constatation de l'exécution des prestations

9.1 - Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

9.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

10 - Garantie des prestations

Les prestations feront l'objet d'une garantie de minimum de 1 an dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 33 du CCAG-FCS.

11 - Maintenance

Sans objet

12 - Pénalités

12.1 - Pénalités de retard

Des pénalités pourront être réclamées par la collectivité dans les conditions ci-après encadrées. Elles viendront en déduction des sommes dues au prestataire.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 30 €

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.
Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.
Par dérogation à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG-FCS les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire

12.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,0 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

14 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

15 - Résiliation du contrat

15.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

15.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

16 – Clauses complémentaires

Les fournitures doivent être conformes à la législation et à la réglementation en vigueur ainsi qu'aux spécifications et aux normes françaises européennes homologuées ou équivalentes à la réception des offres.

En cas d'articles non disponibles : le fournisseur devra signaler sur la facture (ainsi que sur le bon de livraison) les articles non disponibles. Le suivi des manquants devra être assuré par le prestataire de la ville et n'aura donc pas obligation de passer à nouveau commande pour être livrée de ces articles.

En cas d'articles épuisés : le fournisseur devra signaler sur la facture (ainsi que sur le bon de livraison) les articles épuisés.

17– Clauses techniques

La présente consultation a pour objet l'achat de livres pour les écoles de Valenciennes. Elle est traitée en deux lots séparés, respectivement définis comme suit :

Lots	Désignation	Montant minimum annuel	Montant maximum annuel
1	Livres scolaires, parascolaires, langues étrangères et photo fiches (Ecoles)	10 000 €	30 000 €
2	Livres non scolaires (dictionnaires, encyclopédies et livres soldés)	5 000 €	30 000 €

Lieux de livraisons :

Toute livraison égarée du fait du non respect du lieu de livraison sera à la charge du titulaire du marché et ne pourra pas être facturée.

La livraison des ouvrages doit être effectuée au lieu indiqué sur le bon de commande adressé au titulaire du marché (cf liste des écoles en annexe 1).

Aucune livraison ne sera acceptée le mercredi pour les commandes émises par les écoles.

Attentes du pouvoir adjudicateur :

L'objectif du pouvoir adjudicateur est de pouvoir obtenir la livraison la plus complète de la commande passée (3 semaines pour les éditeurs français et étrangers couramment distribués sur le territoire national), en évitant au maximum les reliquats.

La Ville de Valenciennes attend du titulaire qu'il s'engage, pour chaque lot, sur la base d'une obligation de résultats, à :

- effectuer toutes les opérations de recherche des documents que les services de la Ville de Valenciennes souhaitent acquérir auprès des éditeurs, et être en capacité de livrer tous les éditeurs, y compris petits éditeurs ;
- procéder à la passation des commandes dès réception de celles-ci (commandes courantes et commandes ponctuelles urgentes) ;
- réaliser l'ensemble des prestations nécessaires à la livraison en bon état des documents sur les sites des différents services concernés ;
- désigner un interlocuteur privilégié pour le suivi du marché et communiquer à la Ville de Valenciennes ses coordonnées ;
- respecter une obligation générale d'information vis-à-vis de la Ville de Valenciennes, notamment pour toute difficulté particulière d'exécution du marché (et notamment les problèmes d'approvisionnement, d'indisponibilité d'un titre, de cessation de parution d'un ouvrage...), qui devront faire l'objet d'une information présentant clairement les dispositions que le titulaire est en mesure d'adopter pour parvenir à exécuter ses obligations ;
- assurer un service après-vente.

Hypothèse : possibilité de changer d'avis sur le choix de manuel neuf en cas de mutation de l'enseignant qui aurait choisi les manuels.

Concernant le lot 1 et au vu de l'évolution technologique actuelle des équipements des écoles (tableaux numériques, vidéoprojecteurs, ...) le candidat doit être également en capacité de pouvoir proposer des manuels scolaires sous forme numérique.

Conditions techniques d'exécution du marché :

Le titulaire du marché doit :

- fournir l'intégralité des produits commandés dans les délais fixés à l'acte d'engagement, y compris les petites éditions, ou justifier, le cas échéant, les motifs d'indisponibilité ;
- fournir un bon de livraison unique lors de chaque livraison, reprenant la liste des titres livrés et des documents manquants, avec, pour ces derniers, les raisons de la non-livraison et, le cas échéant, la date estimée de livraison ;
- effectuer auprès des éditeurs, des diffuseurs et/ou distributeurs, les relances pour les produits manquants ;
- procéder au retour et au remplacement des documents non-conformes.

Les documents devront être correctement emballés, protégés dans des emballages résistants et correctement identifiés, de manière à garantir la livraison des fournitures en bon état sur le site des services concernés.

Spécifications techniques - Normes

De manière générale, les fournitures faisant l'objet du marché devront être conformes aux normes françaises homologuées ainsi qu'aux dispositions législatives relatives au domaine de l'édition, notamment dans le domaine des ouvrages destinés à la jeunesse.

18 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Lille est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté

19– Dérogations

- L'article 2 du CCP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 12.1 du CCP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 12.1 déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 12.1 déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 12.1 déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services